faites-moi lire, SVP !

Nouvelles

Mensuel de l'asbl "Le Progrès"
(pas de parution en juin et juillet) - déposé à 6000 Charleroi X
publication réalisée avec l'aide de la Communauté française
éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Jules destrée, 11 à 6020 Dampremy
Tél : 071 30 39 12
GSM : 0475 46 39 19
fax : 071 30 58 30
E mail : robert.tangre@skynet.be
C.C.B. : 068-2013811-21

Belgique -Belgie
P.P.
BC 1757
Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Nouvelles 291

Août 2025

Sommaire

Massacre de Bande

Massacre de Marzabotto

Crimes des nazis en Grèce

Massacre d'Oradour sur Glane ...

Gaza : « J'ai hésité longtemps ...

Jeannette Jara à la tête du Chili ...

Retour sur 7 cas de triches dans le sport ...

Le nouvel avion de chasse ...

Le canal de Panama ...

Hommage à Eddy Poncelet

Massacre de Bande

Dans notre dernier bulletin Nouvelles, nous avons publié le drame qui s'est déroulé à Lidice en Tchécoslovaquie. Des massacres semblables furent perpétrés par les troupes fanatisées nazies dans de nombreux pays qu'ils occupaient. Nous commençons dans le présent numéro par notre pays, la Belgique et nous publions les crimes affreux commis dans la commune de Bande en province de Luxembourg.

Le massacre de Bande est un crime de guerre perpétré le 24 décembre 1944, par les troupes allemandes pendant la bataille des Ardennes, dans le village de Bande, en Belgique. Ce jour-là, et le suivant pour deux d'entre eux, 34 jeunes hommes, originaires de Bande ou des environs, furent exécutés par des soldats allemands ou des collaborateurs, en représailles à des actions de la résistance belge. Un seul d'entre eux, Léon Praile, réussit à s'échapper et à témoigner du massacre. Un mémorial a été érigé sur les lieux du drame et les victimes ont été reconnues comme des martyrs de la patrie.

Actions du maquis de Bande en 1944

Différentes opérations menées par les maquisards dans la région de Bande en 1944 ont nourri le courroux des Allemands. Tout d'abord, en juin 1944, lorsqu'un collabo est abattu par la résistance belge. Suspecté, le secrétaire communal est arrêté et menacé d'être passé par les armes mais il parvient à s'échapper. Le 6 juillet 1944, les communications téléphoniques entre Marche-en-Famenne et Champlon sont interrompues en raison du sabotage des lignes. Le *Kreiskommandant* (chef de district) oblige alors 30 civils à veiller, la nuit, sur les câbles téléphoniques et à fournir à la Feldgendarmerie de Marche cinq bicyclettes et deux radios[3]. En septembre 1944, une semaine avant la libération, un groupe de résistants installe un maquis dans le bois de Bande. Le 5 septembre 1944, ils attaquent des Allemands et tuent trois officiers. En représailles, les Allemands jettent des grenades incendiaires et détruisent 35 maisons situées de part et d'autre de la route nationale 4 reliant Marche et la Barrière de Champlon. Un civil tentant de fuir par l'arrière de son habitation est abattu. Quelques jours avant la libération, certains habitants font flotter le drapeau belge sur leur façade achevant d'irriter les Allemands proches de décrocher face à l'avance alliée. Le village est libéré le 8 septembre 1944

.

L'offensive von Rundstedt et ses représailles

Le 22 décembre 1944, lors de la contre-offensive von Rundstedt, les troupes allemandes occupent à nouveau le village. Le lendemain, durant la nuit, une unité spéciale du Sicherheitsdienst composée de 25 à 30 hommes s'installe, à distance de la Wehrmacht qui occupait les hauteurs, le long de la nationale 4 en contre-bas dans des habitations détruites. Le Kommando est dirigé par le major Franz Lang qui est l'ancien chef de la Feldgendarmerie de Marche-en-Famenne. Ses subordonnés sont Krüger, Knöder, Scharlak et Suhr. Ce Kommando de représailles a été constitué à Cochem qu'il quitte le 17 décembre pour faire route vers la Belgique avec pour mission d'exécuter 30 civils à Bande pour venger la mort des trois officiers allemands. Ce groupe est très hétéroclite, il est composé de SS allemands, français et wallons ainsi que d'un repris de justice suisse alémanique notoire, Ernst Haldiman. Ce groupe se revendiquait être un *standgericht* (tribunal de campagne) directement placé sous l'autorité d'Heinrich Himmler.

Le 24 décembre 1944

Le 24 décembre 1944 au matin, le Kommando procède à des arrestations arbitraires de civils. Une septantaine d'hommes sont ainsi conduits à la scierie détruite Rulkin-Tasiaux pour y être interrogés. Les Allemands veulent obtenir des informations à propos des résistants qui ont assassiné les trois officiers. Durant leur interrogatoire qui dure jusqu'à la nuit tombée, ils reçoivent des coups de canne de bambou. En fin d'après-midi, ils libèrent les détenus les plus âgés. Reste alors un groupe de 33 prisonniers âgés de 17 à 32 ans[7]. Les prisonniers sont alors conduits, mains en l'air, non loin de là. On les place sur trois rangées devant le Café de la Poste. Ensuite, un à un, ils sont conduits, à proximité, dans une maison détruite où ils sont abattus d'une balle dans la nuque avant que leur corps ne s'affale dans la cave rendue béante par l'incendie. Lorsque le tour de Léon Praile, alors âgé de 21 ans, arrive, ce dernier se rue sur le garde allemand et lui décoche un coup de poing au visage avant de se mettre à courir. Il traverse la chaussée, des coups de feu retentissent mais le manquent, il parvient ainsi à regagner la forêt enneigée. Ce sera l'unique survivant du massacre. Plus tard, il revint vers le village où il se cache jusqu'au 10 janvier dans le fenil de son oncle, le bourgmestre de Bande. Le lendemain de l'exécution, le 25 décembre, deux jeunes gens de Roy sont arrêtés et conduits à la maison Bertrand. Ils connaîtront le même destin tragique que les 32 autres civils abattus la veille au même endroit.

Bande : témoignage de Léon Praile

« Nous avons été arrêtés vers onze heures. L'interrogatoire a duré jusque quatre, cinq heures. Ils voulaient savoir le nom de certains maquisards qui avaient tué des officiers allemands sur la route Marche-Bastogne en septembre. Les hommes qui nous interrogeaient faisaient partie d'une troupe spéciale. Ils n'avaient rien à voir avec la Wehrmacht et les SS. Ils parlaient couramment le français. Il y avait semble-t-il un Suisse, des Français et des Belges. Vers cinq heures, ils ont groupé les plus jeunes, renvoyé les plus vieux. Ils nous ont enlevé tout ce que nous possédions, montres, cartes d'identité, papiers… Cela devenait grave[8]. »

« On nous a rangés sur trois rangs, les mains en l'air. Alors ils ont commencé à tuer les prisonniers un par un. Un soldat conduisait le premier homme vers la cave… On entendait le coup de revolver… C'était toujours le même soldat qui conduisait vers la cave, il y en avait donc un autre qui tuait dans la maison. On entendait crier. J'ai essayé au début d'exciter mes compagnons pour se sauver, pour provoquer une espèce de débandade, mais ils n'ont pas répondu. Ils étaient déjà plus morts que vifs, il n'y a pas eu de réaction. J'étais le quinzième, je savais que j'allais faire quelque chose mais je ne savais pas encore quoi. Arrivé deux mètres avant l'entrée de la maison, j'ai frappé l'Allemand au visage. J'avais les mains en l'air, il m'a donc été facile de le frapper sur le nez. Il est tombé et j'ai commencé à courir le plus vite possible le long de la route. J'ai aperçu deux officiers habillés en noir, ce qui m'a obligé de traverser la route. Là, j'ai sauté une barrière, et c'est à ce moment-là que les Allemands ont tiré sur moi. Mais j'étais déjà dans les champs, j'étais pratiquement sauvé. J'étais alors déjà un peu plus calme. J'ai d'abord pensé traverser les lignes. J'ai essayé toute la nuit mais il y avait tellement d'Allemands dans tous les coins que j'ai dû rebrousser chemin vers le village. Le matin se levait quand je suis entré dans la maison de mon oncle où j'ai été me mettre au fenil, bien caché dans un coin. J'y suis resté jusqu'au 10 janvier,

jusqu'au départ des Allemands. Le 11 janvier les Anglais arrivaient. Je leur ai signalé ce qui s'était passé et avec mon oncle qui était bourgmestre, nous avons découvert les 34 cadavres[8]. »

Léon Praile, unique survivant, signera les 34 actes de décès[9].

Le père Musty

Jean-Baptiste Musty (1912-1992) qui deviendra plus tard évêque auxiliaire est alors enseignant au petit séminaire de Bastogne. En décembre 1944, la plupart des élèves ont déjà quitté le séminaire, ceux restants sont répartis en trois groupes. Le père Musty se voit confier la garde de l'un d'eux composé de huit élèves en vue de trouver refuge plus à l'intérieur du pays. Le groupe se met en route via Marloie. Ils arrivent exténués à Bande quelques jours avant le drame. Le père Musty ayant reçu un accueil chaleureux et les jeunes étant harassés, il décide d'y séjourner le lendemain, et également le surlendemain. Les Américains interdisent tout mouvement de civils et les Allemands arrivent à Bande le 22 décembre. L'abbé Musty est informé le 24 décembre au matin de l'arrestation de 4 de ses élèves. Parlant allemand, il interpelle un officier, s'explique, le convainc du bien-fondé de sa démarche et est autorisé à se rendre à la scierie où ils sont détenus. L'accueil y est glacial et l'abbé, intercédant pour ses protégés, est prestement éconduit, l'officier lui pointe un revolver sur la poitrine et lui tance : « Toi, le corbeau noir, fiche le camp »[8]. Quatre élèves du petit séminaire de Bastogne trouvent ainsi la mort dans le massacre de Bande.

La seconde libération de Bande

Les Allemands en pleine débâcle quittent Bande le 10 janvier 1945. Le lendemain, une patrouille commandée par le Lieutenant Charles Radino composée de paras belges du SAS arrive à Bande. Ils sont rejoints par le 9th Parachute Battalion de la 6th Airborne Division. Aussitôt informés par Léon Praile, le bourgmestre et l'abbé Musty, ils se rendent sur place où ils découvrent dissimulés par plusieurs épaisseurs de poutres calcinées, les corps gelés des 34 victimes. « Why? » s'écrie le commandant du 9e bataillon de parachutistes. Il déclare au père Musty : « M. L'Abbé, je vais obliger tous mes soldats à passer devant ces 34 cadavres. Je veux qu'ils se rendent compte que c'est vrai. Cela va paraître dans la

presse américaine, les gens vont hausser les épaules et dire que c'est de la propagande, qu'il n'est pas possible que pareille chose arrive. Je veux qu'ils viennent voir que tout cela s'est bien passé ».

Des funérailles collectives sont organisées le 18 janvier 1945[].

Mémorial aux fusillés de la Noël 1944

Le 6 juin 1948 est inauguré un monument commémoratif à l'emplacement de la *cave des fusillés* où les 34 civils furent exécutés. Y figure une sculpture de Victor Demanet représentant un civil agenouillé attendant son exécution. La cave des fusillés a été préservée et reste accessible. Elle comporte un monument où figure des portraits des 34 victimes ainsi que leur nom.

Les 34 noms figurant sur le mémorial

Jugement

Le seul auteur des faits à avoir pu être identifié et jugé est le Suisse Ernst Haldiman. Arrêté près de Bâle, il fut jugé par un tribunal suisse en 1948 et condamné à 20 années de réclusion. Il fut libéré sur parole en 1960[4]. Le massacre est évoqué par Léon van der Essen, professeur de l'Université catholique de Louvain et membre de la Commission des Crimes de Guerre, dans son témoignage donné le 4 février 1946 au cours du procès de Nuremberg[].

Extrait de Wikipédia

Le Massacre de Marzabotto

Le massacre de Marzabotto (en italien *strage di Marzabotto*) est un massacre perpétré entre le 29 septembre et le 5 octobre 1944 en Italie, par les Waffen-SS de la 16e Panzergrenadierdivision SS Reichsführer-SSmenée par le commandant Walter Reder[1] en Émilie-Romagne près de Bologne[2]. Il a fait au moins 770 victimes, et est le plus meurtrier sur le front de l'Ouest par les Waffen-SS. Il est aussi la tuerie la plus meurtrière en Italie.

Histoire

C'est au-dessus de la plaine sur les contreforts des Apennins, dans les bourgs de Marzabotto, Monzuno et de Grizzana Morandi que se déroula le massacre. On rapporte 955 à 1839 morts ; c'est le massacre de civils le plus meurtrier perpétré par les Nazis en Europe occidentale. En

italien il est le plus souvent appelé *« strage di Marzabotto »* ou *« eccidio di Monte Sole »* (soit « massacre de Monte Sole »).

Le documentaire de Frédéric Rossif, *De Nuremberg à Nuremberg*, fait état de témoignages attestant du massacre, rapportant des cas d'enfants jetés vivants dans les flammes ou de nouveau-nés décapités.

Parmi les victimes, 45 avaient moins de 2 ans, 110 moins de 10, 95 moins de 16. 142 avaient plus de 60 ans. Il y avait 316 femmes et 5 prêtres.

Jugé et condamné à la prison à vie en 1951, Walter Reder obtient une libération anticipée en 1984 et décède en Autriche en 1991. En 2007, le tribunal militaire de La Spezia a condamné par contumace à la prison à vie dix accusés pour les événements de *Monte Sole*].

Filmographie

L'uomo Che Verrà réalisé par Giorgio Diritti, sorti en Italie en 2009, mais non encore distribué en France, raconte l'histoire de la vie des habitants de la région quelques jours avant et pendant le massacre de Marzabotto. Ce film a reçu de nombreuses récompenses. On retrouve notamment Raffaele Sole, assassiné puis décapité le 13 octobre 1944, et dont le corps a été retrouvé à la fin de l'hiver Zabban dans le rôle de Giovanni Fornasini, le prêtre martyr de Monte 1944

Extrait de Wikipédia

Massacre nazi en Italie : dix perpétuités

Verdict d'un tribunal militaire.

Ils ont tous aujourd'hui plus de 80 ans. Mais soixante-deux ans après les faits, le tribunal militaire de La Spezia les a condamnés par contumace, samedi, à la réclusion criminelle à perpétuité. Dix anciens soldats allemands de la 16e division SS Reichsführer ont en effet été retenus coupables d'avoir participé au massacre de Marzabotto qui, à l'automne 1944, avait fait pas moins de 771 victimes civiles, parmi lesquelles de nombreux enfants, plus de 300 femmes et quatre prêtres. « Ils lançaient en l'air les nouveau-nés et les tuaient à la mitraillette. Ils violaient les femmes », a rappelé l'un des témoins durant le procès.

Battant en retraite vers Bologne, la division SS avait semé la terreur sur son passage, dévastant les villages qu'elle traversait pour punir les habitants soupçonnés d'apporter leur soutien aux résistants. « Ils ne pourchassaient pas les partisans, a toutefois fait remarquer le procureur Marco De Paolis dans son réquisitoire. Ils préféraient massacrer des femmes enceintes et des enfants. »

Pas d'extradition

Jusqu'à présent, seul le major Walter Reder avait dû répondre de l'effroyable tuerie de Marzabotto qui reste l'un des symboles de la barbarie nazie en Italie. Capturé en 1951 par les Britanniques et extradé, le chef de la division avait été condamné à la prison à vie avant d'être gracié en 1985. La découverte, en 1996, dans les archives du Parquet militaire de Rome, de dossiers concernant les violences nazies durant la guerre a permis de relancer les procédures. Rédigés juste après la fin du conflit par les troupes britannico-américaines, les comptes rendus des interrogatoires des SS ayant participé aux massacres avaient été pendant plusieurs décennies ignorés, pour cause de Guerre froide.

Condamnés pour pluri-homicide, les dix anciens SS, qui se trouveraient aujourd'hui en Allemagne, ne devraient pas être extradés en raison de leur âge. « Il est clair qu'après tant d'années les coupables sont devenus inatteignables », a d'ailleurs indiqué dimanche le chef du gouvernement, Romano Prodi, qui a cependant rappelé qu'il « est juste que de tels crimes ne soient jamais prescrits ».

Eric Jozsef, Rome Ecrit en 2007

Extrait de « Le Temps

Crimes des nazis en Grèce : la repentance allemande à peu de frais

Le **massacre de Distomo** (grec moderne : Η σφαγή τού Διστόμου ; allemand : *Massaker von Distomo* ou *Distomo-Massaker*) est un crime de guerre nazi perpétré par des membres de la Waffen-SS dans le village de Dístomo dans les derniers mois de l'occupation de la Grèce pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le 10 juin 1944, pendant plus de deux heures, les troupes Waffen-SS de la 4e division SS *Polizei Panzergrenadier*, sous le commandement du *SS-Hauptsturmführer* Fritz Lautenbach, firent du porte-à-porte pour massacrer des civils grecs, afin de venger une attaque partisane. Un total de 218 hommes, femmes et enfants furent tués. Selon les survivants, les forces SS ont tué les bébés à coups de baïonnette dans leurs berceaux, poignardé les femmes enceintes et décapité le prêtre du village.

Après le massacre, un agent de la Geheime Feldpolizei qui accompagnait les forces allemandes informa les autorités que, contrairement aux allégations du rapport officiel de Lautenbach, les troupes allemandes avaient été attaquées *à plusieurs kilomètres* de Distomo et n'avaient pas subi de tir « de mortiers, de mitrailleuses ou de fusils depuis Distomo ». Une enquête fut ouverte. Lautenbach admit qu'il avait outrepassé les ordres, mais le tribunal se prononça en sa faveur, au motif qu'il avait été guidé, non par la négligence ou l'ignorance, mais par un sens des responsabilités envers ses hommes.

Karl Schümers (1905 – 1944) est un dirigeant de haut rang dans les Waffen-SS et la police *Ordnungspolizei* du régime nazi. Il commande la 4e SS Polizei Panzergrenadier Division en juillet - août 1944 et est impliqué dans de nombreuses atrocités majeures commises en Grèce en 1944,

notamment à Kleisoura, Pyrgol, Distomo, Ipati, Sperchiáda. Le 16 août 1944, il a été tué par une mine heurtée par sa voiture à Arta (Nord-ouest de la Grèce).

Plus de 70 ans après, les habitants de Distomo attendent toujours réparation de l'Allemagne [1],[2].

En 1997, la justice grecque condamne l'Allemagne à verser 28,6 millions d'euros aux familles des victimes

Extrait de Wikipédia

Sa voix est calme mais amère, ses yeux brillent. "*Ma mère a été blessée, ses parents et son petit frère ont aussi été exécutés par un autre soldat*", poursuit l'octogénaire, assis dans le minuscule salon de la maison où le crime a eu lieu il y a près de 71 ans.
Un quart de la population de Distomo, 218 personnes dont une cinquantaine d'enfants de moins de 14 ans, "*ont été éventrés, déchiquetés*", raconte le vice-maire Loukas Zissis, 54 ans, dont le grand-père et l'oncle ont été tués.

Des scènes qui continuent de hanter ce village niché entre les montagnes du centre de la Grèce, à 200 km d'Athènes, lieu stratégique alors de la résistance grecque contre les nazis.

"*Un crime contre l'humanité*", estime M. Zissis, perpétré par la division Edelweiss des Waffen SS sous les commandements de Fritz Lautenbach et de Hans Zampel. Le premier n'a jamais été arrêté et le second a été acquitté après avoir été extradé par la Grèce en Allemagne.
"obligation morale"

Distomo est devenu le symbole des atrocités commises par les nazis qui quittaient alors la Grèce après quatre ans d'occupation, au lendemain du débarquement des alliés en Normandie, marquant la fin de la Seconde guerre mondiale.

Le même jour, dans le village d'Oradour-sur-Glane, dans le centre de la France, d'autres soldats nazis ont massacré 642 personnes. Depuis les deux villes sont jumelées.

"*On a raconté ou écrit tout ça mille fois, on n'attend rien maintenant*", se résigne Loukas Sehremelis, qui est parmi les 280 habitants de Distomo réclamant des indemnités en vertu d'une décision de la justice grecque en 1997 condamnant l'Allemagne à leur verser 28,6 millions d'euros.

Mais ce jugement reste lettre morte car son application nécessite la signature du ministre grec de la Justice et jusqu'ici aucun ne s'y est risqué.

"*Je suis désespéré et agacé, nous nous sentons déçus car les gouvernements grecs se sont servis de Distomo comme d'argument politique, ils n'ont rien fait pour faire avancer le dossier*", lance Yorgos Balagouras, 54 ans, dont les grands parents et l'oncle ont péri dans le massacre.

"*Qu'est-ce qu'on peut nous donner après toutes ces années? Ce qui est important c'est de ne plus jamais avoir de telles barbaries*", estime Loukas Sehremelis.
Mais pour Angelos Kastritis, 80 ans, dont les grands-parents et la mère font partie des victimes, il faut que "*les Allemands paient, c'est une obligation morale (...) il faut que la génération actuelle en Allemagne apprenne ce que leurs grands-pères ont fait*".
"l'affaire est close"
Il a foi dans le nouveau gouvernement de gauche radicale d'Alexis Tsipras, qui a remis la question des indemnisations sur la table, faisant "*tout ce que les autres gouvernements grecs n'ont pas fait dans le passé*".

A ce jour, l'Allemagne n'a pas payé son dû.

Extrait AFP

Massacre d'Oradour-sur-Glane

Carte vue que mon père a achetée en 1954 lors de notre visite de ce lieu tragique.

Les perpétrateurs du massacre appartiennent à la 3e compagnie du 1er bataillon de Panzergrenadier, commandé par le Sturmbannführer (Commandant) Adolf Diekmann, du 4e SS-Panzer-Regiment *Der Führer*, de la 2eSS-Panzer-Division *Das Reich*.

Cette division était basée spécialement dans le sud-ouest afin de lutter contre les maquisards galvanisés par le débarquement allié en Normandie. Constamment harcelée dans leur progression par les Forces françaises de l'intérieur (FFI), elle riposte par de sanglantes représailles.

Le 9 juin 1944, à Tulle libérée depuis l'avant-veille par la Résistance, 99 hommes sont pendus.

Le 10 juin 1944, après l'arrivée des Allemands dans le bourg d'Oradour-sur-Glane, le garde champêtre fait savoir aux habitants qu'ils doivent tous se rassembler, sans aucune exception et sans délai, sur la place du Champ-de-Foire située à l'intérieur du village, munis de leurs papiers, pour une vérification d'identité.

Les SS pénètrent dans toutes les maisons, et, sous la menace de leurs armes, obligent tout le monde, même les malades, à se rendre sur le lieu de rassemblement. Un à un ou par groupes, conduits et surveillés par des SS, les villageois se massent peu à peu sur le Champ-de-Foire. Les Allemands vont aussi chercher des habitants des hameaux voisins. Les cultivateurs doivent abandonner leurs travaux en cours. Plusieurs personnes qui n'obéissent pas aux ordres sont abattues sur le champ.

Les Allemands séparent la population en deux groupes : d'un côté les femmes et les enfants, de l'autre les hommes.

Massacre des hommes

Les hommes sont emmenés, regroupés et répartis dans six lieux différents bien choisis, avec peu d'ouvertures pour ne pas s'enfuir : granges, cours, remises, où ils sont mitraillés, puis les corps sont recouverts de fagots et de bottes de paille auxquels les SS mettent le feu. Selon quelques rescapés, les SS tirent bas et dans les jambes de leurs victimes ; le feu est allumé sur des hommes blessés mais encore vivants. La déclaration de Robert Hébras, un des six rescapés, établit qu'ils parlaient encore ; certains, légèrement blessés, ont pu s'échapper, la plupart des autres ont certainement été brûlés vifs.

Massacre des femmes et des enfants

Le groupe emmené et enfermé dans l'église comprend toutes les femmes et tous les enfants du village. Des soldats placent dans la nef, près du chœur, une sorte de caisse assez volumineuse de laquelle dépassent des cordons qu'ils laissent traîner sur le sol. Ces cordons ayant été allumés, le feu se communique à l'engin, qui contient un gaz asphyxiant (c'était la solution prévue) et explose par erreur ; une fumée noire, épaisse et suffocante se dégage. Une fusillade éclate dans l'église ; puis de la paille, des fagots, des chaises de l'église sont jetés pêle-mêle sur les corps qui gisent sur les dalles du sol. Les SS y mettent ensuite le feu. Des débris de 1,20 m de hauteur recouvrent les corps.

Une seule femme survit au carnage : Marguerite Rouffanche, née Thurmeaux. Son témoignage constitue tout ce qu'il est possible de savoir du drame. Elle a perdu dans la tuerie son mari, son fils, ses deux filles et son petit-fils âgé de sept mois[28].

Le chœur de l'église comprenant trois ouvertures, dans un instinct de survie, Marguerite Rouffanche se dirige vers la plus grande, celle du milieu, et à l'aide d'un escabeau qui servait à allumer les cierges, elle parvient à l'atteindre. Le vitrail étant brisé, elle se jette par l'ouverture. Après un saut de trois mètres, elle atterrit au pied de l'église sur un fourré et elle est blessée par un SS en fuyant vers un jardin voisin. Dissimulée parmi des rangs de petits pois, elle n'est délivrée que le lendemain vers 17 heures.

Autres massacres

Les SS inspectent de nouveau les maisons du bourg ; ils y tuent tous les habitants qui avaient pu échapper à leurs premières recherches, en particulier ceux que leur état physique avait empêchés de se rendre sur le lieu du rassemblement. C'est ainsi que les équipes de secours trouveront dans diverses habitations les corps brûlés de quelques vieillards impotents.

Un envoyé spécial des FFI, présent à Oradour dans les tout premiers jours après la tuerie, indique qu'on a recueilli dans le four d'un boulanger les restes calcinés de cinq personnes : le père, la mère et leurs trois enfants.

Un puits renfermant de nombreux cadavres est découvert dans une ferme : trop décomposés pour être identifiés, ils seront laissés sur place.

Au total, au moins 643 personnes ont donc été massacrées lors de cette journée[29].

Extrait de Wikipédia

Gaza : « J'ai hésité. Longuement à exprimer mon ressenti. «

D'un côté, l'envie d'écrire sur les sentiments que procurent l'ouverture de son smartphone et voir défiler la liste sans fin d'horreurs en provenance de Gaza. La tristesse, le dégoût, la rage. Vivre continuellement et de manière répétée cette simple vérité : nos vies ne comptent pas. Le droit n'existe pas pour nous. Aucun droit. Ni celui de vivre, ni lutter, ni mourir dignement. Ecrire éventuellement sur la nécessité de refermer son téléphone pour ne pas sombrer. Pour vivre ici et ne pas les laisser tout prendre. La culpabilité qui va avec. La force aussi. Celle donnée par la tentative d'effacement, mais aussi celle

donnée par ceux et celles qui luttent ici. Les manifestations, les blocages, les _Free Palestine_ dans la rue à la vue d'un keffieh, les drapeaux par centaines aux fenêtres.

D'un autre côté, je me suis dit que d'autres écrivent et écriront ça mieux que moi. Alors, ce matin, à la manière du précieux travail de **Gwen Breës** ces dernières semaines, je vais rappeler des faits qui s'accumulent ces derniers jours, et qui mis bout à bout racontent autant le malheur des Palestiniens, que la responsabilité d'Israël et de ses alliés.

Ces faits disent aussi autre chose de très important : ce n'est pas une crise humanitaire. C'est un projet d'anéantissement qui est en cours. Si la réponse du monde à ceci est de faire rentrer 500 camions, alors le monde n'a pas bien compris ce à quoi nous faisons face actuellement.

-1- La destruction du territoire

Khan Younès est une ville arabe du sud de la bande de Gaza, juste au Nord de Rafah (vous vous souvenez de All Eyes statistiques israéliennes qui documentent leur propre blocus avec des statistiques qu'on pourra analyser devant un tribunal.à Rafah ?). Plus de 400.000 personnes y vivaient en 2023. L'équivalent du grand Liège, de Nice, ou Montpellier, ou encore le grand Genève. Aujourd'hui, cette ville n'existe plus comme le relève le journal Haaretz. Le procédé se répète ailleurs : que ce soit des bâtiments endommagés par les bombardements ou des bâtiments intacts, tout est passé par après sous bulldozer. La BBC relève des méthodes similaires à de nombreux endroits du territoire. Elle a vérifié par des photos et images satellites le procédé répété ces derniers mois dans plus de 40 endroits dont elle disposait de telles images. Près de 87% de Gaza est sous ordre d'évacuation de l'armée israélienne. Les civils qui continuent à y vivre ou circuler risquent à tout moment la mort. De manière générale, 72% de la flotte de pêche est détruite et 83% des terres cultivables sont anéanties.

-2- La destruction des corps.

Aujourd'hui, le bilan humain dépasse les 60.000 morts à Gaza, dont 18.000 enfants. Près de 143.000 personnes ont été blessées, avec des capacités de soin très, très limitées. L'ONU note que seul un hôpital sur deux est encore fonctionnel, et partiellement seulement. En plus des bombes, la faim est devenue une arme. En mars et avril, aucun camion d'aide n'est rentré à Gaza. Depuis mai, la moyenne est de 1400 camions par mois. Oui, par mois. L'ONU estime qu'il faudrait 500 à 600 camions par jour pour répondre aux besoins de la population. Oui, par jour. Voilà pourquoi plus de 100 ONG dénoncent la famine de masse orchestrée par Israël. Déjà plus de 100 personnes sont mortes de faim. Il n'y a plus de lait en poudre, plus de farine. 470.000 personnes font face à un risque de famine imminente (le plus haut risque de l'échelle). Et pendant ce temps, Israël interdit aux pêcheurs d'accéder à la mer, mais également aux gazaouis de se baigner (doit-on rappeler que c'est l'été, que les gens vivent dans des tentes par plus de 30*C ?).

De nombreux Gazaouis sont pris dans un dilemme mortel : vaut-il mieux mourir sur place en attendant l'aide arriver un jour ou l'autre ? Il vaut mieux se rendre dans un des points de distribution d'aide organisé par Israël, via la mal nommée « Gaza Humanitarian Foundation ». Ces points sont dans les « no-go » zones. Il faut marcher de nombreux kilomètres au soleil, y attendre parfois longtemps sachant que les heures d'ouverture ne sont pas connues. Et tout cela, c'est sans garantie de retour. Plus de 1000 personnes y sont mortes par balles depuis mai. Le chirurgien Nick Maynard témoigne à la BBC de pratiques immondes. « Nous observons un schéma très particulier de blessures, où certaines parties du corps semblent être ciblées selon les jours. Un jour, nous voyons principalement des blessures par balle à l'abdomen. Un autre jour, ce sont des blessures à la tête. Un autre, au cou. Il y a donc un motif très clair, que non seulement moi, mais tous ici dans cet hôpital avons constaté : certaines parties du corps sont délibérément visées selon les jours.»

- 3- La destruction des esprits.

Il y a les destructions physiques, mais il y a aussi la destruction des esprits. La santé mentale à Gaza est à genoux. Plus d'un million d'enfants ont un besoin psycho-social urgent. Le système éducatif est par terre, alors qu'il a toujours été une des forces du peuple palestinien. Plus de 650.000 enfants sont sans scolarité. Toutes les universités sont détruites et près de 90% du réseau éducatif doit être reconstruit. Il ne suffit pas pour Israël de tuer, ou d'affamer. Il faut apparemment également détruire les esprits.
Parmi ceux qui tentent de visibiliser tout cela, il y a les journalistes palestiniens, uniquement palestiniens, car Israël a imposé un blocus non seulement des vivres, mais également des images et des idées. Le blackout médiatique s'est doublé ces derniers mois d'assassinats délibérés et ciblés de journalistes par l'armée (plus de 200 sont morts). Ceux restants survivent avec la faim, et la conscience aiguë que leur vie ne tient qu'à un fil. La journaliste Ahlma Afana témoigne « Ce ne sont pas seulement les bombardements qui nous menacent, c'est la faim qui nous ronge. » La société des journalistes de l'AFP enfonce le clou et relaie les difficultés de ses collaborateurs sur le terrain dans un communiqué : « Depuis que l'AFP a été fondée en août 1944, nous avons perdu des journalistes dans des conflits, nous avons eu des blessés et des prisonniers dans nos rangs, mais aucun de nous n'a le souvenir d'avoir vu un collaborateur mourir de faim. Nous refusons de les voir mourir. »

-4- Effacer la Palestine

Régulièrement, il est fait état de discussions dans l'appareil israélien sur la meilleure manière de régler le sort de Gaza. Détruire terres, biens, corps et esprit ne suffit pas. Il faut également liquider l'idée même de Palestine. L'effacer. Partout et à jamais. Sans dater d'hier, les manifestations de ce projet sont toujours plus nombreuses.

Hier, il s'agissait de concentrer 2 millions de personnes à la frontière avec l'Egypte et puis de leur offrir le choix entre pourrir là ou partir. Aujourd'hui, il s'agit de "transférer" ces 2 millions de personnes vers la Lybie, l'Ethiopie et l'Indonésie. Cela ne suffit pas de voir un peuple être affamé, il faut en plus lire les froides formules logistiques qui masquent le nettoyage ethnique et génocidaire en cours. Ces projets,

énoncés, répétés, organisés, remplissent un autre objectif : installer l'idée que c'est possible. Élargir la fenêtre de l'immonde pour le rendre acceptable par les alliés d'Israël quand l'heure sera venue.

Et en Cisjordanie ? C'est la même logique, à échelle réduite. Les maisons sont détruites, certains camps rasés, les villages encerclés, les routes coupées. Plus d'une centaine d'attaques de colons avec destructions de biens ou dommages aux personnes tous les mois depuis 2 ans.
Et cette semaine, pour parfaire l'image, pour bien démontrer au monde que le stade ultime et visé de la colonisation et l'occupation est bien l'effacement, la Knesset a voté une motion, un appel au gouvernement à annexer intégralement la Cisjordanie. Le texte affirme "le droit naturel, historique et légal" sur ce territoire. Le texte est on ne peut plus clair : "La souveraineté en Judée-Samarie fait partie intégrante de la réalisation du sionisme et de la vision nationale du peuple juif, qui est retourné dans sa patrie". 71 voix pour, 13 contre.

Le projet est clair. L'adhésion à celui-ci est large. La seule question qui reste sur la table est : pourquoi ce régime paria a-t-il encore des alliés pour le soutenir dans tout ceci ?
PS : Si vous avez lu jusqu'ici, déjà merci. Et si ça vous parait digne d'intérêt, n'hésitez pas à relayer. L'algo n'est pas tendre avec le sujet.

Sources : Haaretz, BBC, Anodlu, Al Jazeera, RTBF, RTS, Le Monde, ONU, OCHA, Sky news, NPR ...

Nabil Sheikh Hassan

Jeannette Jara, une communiste, à la tête du Chili ?

Spectre de la terreur rouge, Jara affiche un visage de modération. Refusant de promettre des miracles, elle propose « un chemin pour améliorer la vie des Chiliens ». Pour son équipe, la tentation est forte d'adopter une ligne conciliatrice ... au risque de reconduire au pouvoir une gauche impuissante face aux élites économique.

Née en avril 1974, c'est à la surprise générale que Jeannette Jara s'est imposée avec un score de 60 % (lors de la primaire de la coalition « Unité pour le Chil » . Ancienne ministre du travail et de la protection sociale du gouvernement de Gabriel Boric, figure majeure de la gauche, elle se projette dans un duel avec José Antonio Kast, le candidat de l'extrême droite aux élections présidentielles novembre-décembre 2025.

Jeannette Jara est fille d'un ouvrier (technicien en mécanique) et d'une mère au foyer. Diplômée de l'Université de Santiago, elle a mis en avant son parcours populaire durant la campagne.

Si Jara s'inscrit dans sa lignée en tant que seconde candidate communiste de l'histoire chilienne, elle n'a rien d'une marxiste orthodoxe. Elle prend notamment ses distances vis-à-vis de Cuba – et du Venezuela. Ses déclarations, qui se veulent conciliatrices, ont cependant gêné les dirigeants du Parti communiste autant que ceux du centre-gauche chilien

Tout au long de sa campagne, Jeannette Jara a préféré mobiliser la mémoire de Salvador Allende et le bilan de la coalition de Michelle Bachelet. La candidate travaille ainsi à construire une mémoire œcuménique de la gauche chilienne, de ses expériences les plus radicales aux plus pragmatiques. Lorsqu'elle démissionne du ministère du Travail et de la Protection sociale en avril 2025 après avoir été désignée candidate par son parti, la communiste est la figure la plus à gauche du gouvernement Boric. Elle incarne un certain nombre de réformes sociales : réduction du temps de travail à 40 heures, augmentation du salaire minimum ou réforme des retraites introduisant une cotisation patronale de 8,5%. La combinaison de ce volontarisme politique avec un bilan flatteur en la matière et un profil populaire assumé ont sans nul doute contribué à sa victoire. Sa propension à la construction de compromis et son leadership, l'ont amenée à être comparée à l'ancienne présidente Michelle Bachelet, L'organisation de cette primaire, cependant, pas été décidée en quelques mois : elle s'inscrit dans un processus entamé dès le début de la présidence Boric.

AU-DELÀ DES RENONCEMENTS DE GABRIEL BORIC

Investi le 11 mars 2022, le jeune président de gauche Gabriel Boric subit un premier revers le 4 septembre de la même année. À l'issue d'une campagne ponctuée d'errances stratégiques et de maladresses, les Chiliens rejettent alors largement une Constitution progressiste, censée mettre à bas l'héritage institutionnel de l'ère Pinochet. Nous avions d'ailleurs évoqué ces erreurs stratégiques du haut de cette tribune lors de la dernière commémoration Allende à Courcelles.

La gauche est alors divisée entre la liste de centre gauche **Tout pour le Chili** et son homologue **Unité pour le Chili.** À l'issue de l'élection, la gauche subit un revers qui permet paradoxalement au Parti républicain chilien de réécrire la constitution héritée de la dictature.

Ne souhaitant pas reproduire les divisions de 2022, le résultat en demi-teinte des scrutins de 2024, la gauche et le centre gauche signent un accord de coalition nommé Unité pour le Chili (Unidad por Chile) le 30 avril 2025.

DE QUOI JARA EST-ELLE LE NOM ?

Jeannette Jara s'est imposée comme la candidate de son parti, malgré les velléités d'autres personnalités. Le 8 avril 2025, la candidate communiste, tout juste désignée par son parti, débute sa campagne devant la statue de Salvador Allende, située place de la Constitution devant le palais de la Moneda à Santiago. Dès cette prise de parole, le ton de la candidate est donné, un pragmatisme assumé combiné à une modération des propositions programmatiques. Aidée par son charisme et un talent oratoire reconnu jusqu'à la presse conservatrice chilienne, Jara « ne promet pas de miracles » mais propose un « chemin possible pour améliorer la vie des Chiliens et Chiliennes ». La candidate communiste accentue son programme sur le renforcement de l'État-providence au travers d'un accès garanti aux soins essentiels, une attention portée à la santé mentale, un salaire minimum de 680 euros (soit 750 000 pesos, une hausse de 50%) et la construction de nouvelles lignes de train dans le nord du pays, désavantagé face à un sud déjà bien desservi[6]. Elle cherche à construire un discours qui touche, non seulement les milieux urbains et favorisés, mais également les espaces ruraux[7].

Dès la publication des résultats de la primaire, l'ensemble des candidats déclarent cependant sans ambiguïté leur soutien à Jeannette Jara, respectant ainsi l'accord de coalition.

Elections au Chili : dilemmes tactiques

D'ici-là, cet éventuel soutien interroge à la fois la stratégie de Jeannette Jara et des partis historiques : rassembler le plus d'étiquettes politiques, jusqu'à celle des centristes du Parti démocrate-chrétien (PDC), pour une large coalition dès le premier tour face à la droite et l'extrême droite ou se contenter

de travailler à un soutien officieux pour ne pas trop compromettre son projet politique ? Afin de rassembler, la candidate communiste et les dirigeants du parti ont laissé fuiter pendant quelques jours la rumeur selon laquelle elle s'apprêterait à quitter le Parti communiste pour lui permettre de devenir uniquement la candidate de la coalition Unité pour le Chili.

Ce dernier faisant cependant face à une crise existentielle causée par une hémorragie électorale sans précédent, il finira probablement, par pur pragmatisme, par convenir d'une liste parlementaire unique avec la coalition d'Unité pour le Chili Un accord qui, dans certaines régions et circonscriptions, pourrait être tout aussi fondamental pour cette dernière puisqu'il augmenterait la probabilité d'une majorité de gauche au Congrès de la République.

La victoire de Jeannette Jara, outre les raisons personnelles et de stratégie politique évoquées précédemment, s'explique également par la mort lente mais durable du centre gauche chilien, aujourd'hui incarné par la coalition du Socialisme démocratique. Les partis du centre gauche conservent leur force au Congrès en raison de leur implantation partisane et des élus historiques, mais sont hors-jeu de la présidentielle depuis 2021. Comme l'ont mis en avant certains observateurs de la campagne de la primaire, le centre gauche n'est plus que l'ombre de lui-même, sans aucune mesure phare et un héritage qu'il ne sait plus défendre. Caractérisé par une logique de compromis visant à canaliser le néolibéralisme chilien sans le remettre fondamentalement en cause, celui-ci a en effet été remis en question par la gauche des années 2010, qui a fini par prendre le dessus sur ses prédécesseurs.

Le faible score obtenu par le candidat Gonzalo Winter, député membre du parti Front large dont est issu le président Gabriel Boric, vient cependant tout autant nuancer la consécration de cette gauche des années 2010. Si le député de la région métropolitaine de Santiago, proche de Boric, s'est peu à peu effacé pendant la campagne face à la dynamique de Jeannette Jara, deux raisons principales structurent son échec. Gonzalo Winter s'est entouré, au sein de son équipe de campagne, des principaux penseurs de la gauche critique des années 2010, qui ont conduit à la création de partis tels que Convergence Sociale ou Révolution démocratique.

Autrement dit, Winter a nommé au sein de son équipe de campagne des proches historiques de Gabriel Boric tels que Francisco Arellano ou Felipe Valenzuela, qui ont conçu un discours ouvertement opposé à l'héritage du centre-gauche et à la ligne idéologique qu'il porte depuis les années 1990. Face à l'engouement rencontré par Jeannette Jara dans les universités et auprès de la jeunesse, séduite par un discours se voulant plus optimiste quant à l'avenir du pays, la rhétorique de Gonzalo Winter semblait usée et trop idéologique, preuve d'une certaine incapacité à marginaliser totalement la gauche de compromis. La seconde raison tient au gouffre entre la radicalité du discours de Winter et la tiédeur des réformes de Gabriel Boric – ainsi qu'à la désillusion consécutive à son mandat dont les seules avancées sociales sont précisément incarnées par… Jeannette Jara.

Dans les jours qui suivent la victoire de Jeannette Jara, une dynamique dans les sondages s'installe, la candidate communiste étant donnée en tête avec près de 25 à 30% des voix, soit quelques pourcentages de plus que le candidat d'extrême droite José Antonio Kast. Cependant, ce dernier terminerait, selon les mêmes enquêtes, en tête du second tour avec près de 46% des voix contre 34 ou 35% pour Jara. Celle-ci fait donc face au défi de parvenir à convaincre les abstentionnistes et les indécis. Ceux-ci représentent en effet pas moins de 20% des électeurs, signe que la gauche a tout intérêt à élargir sa base électorale sans sacrifier ses propositions sociales ambitieuses.

Dans les prochaines semaines, plusieurs défis vont s'ouvrir pour Jeannette Jara : celle-ci pourrait choisir de modifier son programme politique et économique pour l'adapter aux exigences du centre gauche et convaincre ainsi plus de partis de rallier la coalition présidentielle, voire construire une liste parlementaire unique. Au risque de sacrifier ses ambitions initiales, et d'incarner une continuité avec un système oligarchique largement rejeté ?

Texte de Julien Brain aménagé par Robert Tangre pour la commémoration Allende du 11 septembre 2025.

Retour sur 7 des cas de triches improbables connus dans le sport

La récente annonce de la triche des Norvégiens aux championnats du monde de saut à skis nous rappelle d'autres histoires de triche dans l'histoire du sport. Des plus ambitieux aux moins discrets en passant par les plus insolites, retour sur 7 cas de tricherie vécus dans le monde sportif.

L'escrimeur vainqueur sans même toucher son adversaire

Nous commençons en 1976 aux Jeux Olympiques de Montréal, l'équipe soviétique d'URSS compte sur son capitaine Boris Onishchenko pour l'amener à la victoire en pentathlon moderne. Le lieutenant-colonel de la KGB est à l'époque triple champion du monde et est un atout majeur à la victoire finale.

Après la première étape, l'équipe soviétique trône à la 4e place du classement et s'apprête à commencer l'épreuve d'escrime. Spécialiste de l'épreuve, l'athlète Ukrainien remporte le match facilement face au capitaine Britannique, Jim Fox. Cependant celui-ci se plaint de ne pas avoir été touché une seule fois durant le combat. Une situation impossible en cas de victoire du capitaine soviétique. Jim Fox est formel, il n'a pas été touché.

Le matériel de Boris Onishchenko est alors analysé et la supercherie éclate aux yeux de tous. En effet, celui-ci avait relié tout un dispositif permettant de faire allumer la table de marque au moyen d'un interrupteur. Ce manque de discrétion coûtera cher, l'équipe soviétique est éliminée dans la foulée et c'est d'autant plus surprenant qu'il était le grand favori de l'épreuve de l'épée. À moins qu'il ne se soit forgé cette réputation en trichant.

Le gardien qui rétrécit son but

Kim Christensen, alors gardien de l'IFK Göteborg, pensait avoir trouvé la recette pour encaisser moins de buts lors d'un match de championnat suédois en 2009. Une recette qu'on ne retrouve pas dans les livres de football.

En effet, le Danois prenait un malin plaisir à déplacer ses poteaux de buts pour réduire la taille de son but. Le faire dans la cour de récréation est une chose, le faire dans un match officiel devant les caméras de télévision en est une autre et Kim Christensen l'a appris à ses dépens.

Démasquée par ses adversaires pendant le match, son imposture est confirmée par les images après la rencontre. Dos au mur, le gardien n'a rien trouvé mieux que d'affirmer que ce n'était pas la première

fois. Chanceux, il n'a jamais été sanctionné car rien n'était inscrit dans le règlement mais bon… on a connu mieux comme défense de la part d'un gardien.

Les jumeaux Sud-Africains courant sous le même dossard

Nous voici en 1999, du côté de l'Afrique du Sud, le marathonien Sergio Moetsoneng décide de s'inscrire au Comrade Marathon d'une distance de 89 km. En difficulté financière, il décide de tenter le tout pour le tout avec son frère jumeau Fika pour engranger le cashprize.

Tout se passe bien et sa supercherie se met en place. Il s'arrange avec son frère jumeau Fika pour faire les changements de la manière la plus discrète possible en utilisant des toilettes publiques placées le long du parcours. Vestes et chaussures échangées, les jumeaux terminent la course à la 9e place dans l'indifférence la plus totale jusqu'à ce que des photos soient publiées dans le journal local.

Des lecteurs attentifs se sont rendu compte que Sergio et son frère ne s'étaient pas accordés pour mettre leur montre du même côté… Mise au courant de la supercherie, l'organisation déclassera la fratrie…

Le cyclisme, où quand le dopage mécanique traverse les époques

Dans un sport où les avancées technologiques n'ont cessé de se développer, beaucoup ont tenté de jouer aux limites pour engranger le moindre avantage possible. C'est le cas de Jean Robic lors du Tour de France 1953. Conscient qu'il irait plus vite en descente avec un vélo plus lourd, il invente avec son directeur sportif un problème mécanique à son guidon au sommet du Tourmalet.

Un arrêt "aux stands" qui permet au directeur sportif de filer des bidons remplis de plomb à son protégé. Lancé à pleine vitesse dans la descente, le coureur ne pensait pas éprouver des difficultés à manier son vélo. Mal lui en a pris, il sera déséquilibré par son harnachement de bidons de fortune et terminera sa course au sol. Bien que l'issue soit ratée, l'idée eut au moins le mérite d'exister pendant quelques virages.

Des virages que l'on retrouve souvent dans les épreuves de cyclo-cross aussi. En 2016, Femke Van den Driessche, jeune espoir belge de la discipline ne semblait pas certaine de ses capacités et a décidé de s'octroyer une petite aide. Un moteur situé dans le tube de la selle, actionnable via un ingénieux système Bluetooth installé dans le guidon permettait à la jeune belge de recevoir tout le soutien nécessaire dans les moments les plus difficiles.

Malheureusement pour elle, le petit moteur fut détecté à l'aide du nouveau test par résonance magnétique déployé cette année-là, par l'UCI. Elle se verra retirer tous ses titres du palmarès sauf un… celui d'être le premier cas prouvé de fraude technologique dans l'histoire du cyclisme.

Truquer le contrôle antidopage

Au fur et à mesure des années, les contrôles antidopage se font de plus en plus stricts. Notre représentant belge Michel Pollentier l'a appris à ses dépens. Vainqueur en haut de l'Alpe d'Huez, le cycliste belge réalise une performance remarquable et s'empare par la même occasion du maillot jaune sur le Tour de France 1978. Auréolé de son nouveau maillot, il ne reste plus que le contrôle antidopage pour Michel Pollentier. Censé être une formalité, ce contrôle a pris une tournure bien différente.

Le docteur chargé de l'examen, le Dr Calvez, s'est aperçu de la supercherie. En effet, le nouveau leader ? surprise du Tour avait profité de son passage à l'hôtel pour récupérer une poire remplie au préalable par

l'urine propre de quelqu'un d'autre et d'un tuyau pour faire la liaison avec le contenant prévu par l'agence antidopage. Malheureusement pour lui, le Dr Calvez a vite trouvé cela louche et a retrouvé le tuyau dans le dos du coureur qui jura ne plus jamais revenir sur le Tour, lui, qui est rentré à la maison mort de honte et gêné au possible après la sortie du scandale. D'autres sportifs se sont essayés à tromper les contrôleurs antidopage et ont réussi à l'image de Mike Tyson qui a assumé se rendre avec un faux pénis relié à une poche d'urine propre à certains contrôles pour cacher sa dépendance à la cocaïne et la marijuana.

Une équipe tout sauf déficiente remporte les jeux paralympiques de Basket

Pour terminer avec un sujet bien présent dans l'actualité, retour sur le sacre de l'équipe Espagnole de basket adapté aux JO de Sydney en 2000. Sur les douze joueurs présents, pas moins de dix ne présentaient aucun signe de handicap. Une supercherie dévoilée par le journaliste Carlos Ribagorda, infiltré dans l'équipe de basket dite des déficients mentaux. Sélectionné en 1999, celui-ci n'en croit pas ses yeux, aucun de ses coéquipiers ne présente un handicap mental. Un seul objectif derrière cette triste manière de faire : ramener l'or à la maison.

Après avoir écrasé le tournoi, de nombreuses photos de célébrations font le tour des médias et les premiers doutes apparaissent. De nombreuses personnes reconnaissent des connaissances sur les photos et se demandent comment celles-ci peuvent évoluer dans une équipe paralympique. Carlos Ribagorda publie alors son reportage où il dénonce le manque de contrôle pour évaluer les déficiences mentales et étale au grand jour la supercherie. Ce scandale qui n'avait que l'appât du gain comme moteur, a valu aux sportifs déficients mentaux d'être exclus des deux paralympiades suivantes.

Par Emile Windal

Extrait de la RTBF

Le nouvel avion de chasse F-35 : "un bijou technologique", reportage en Arizona auprès des pilotes belges en pleine formation

C'est un endroit qui ne se laisse pas visiter facilement. Normal, car sur place, sont rassemblés plusieurs centaines de F-35, cet avion de chasse américain de cinquième génération, et des pilotes venus de différents pays, pour se former sur l'appareil.

Cet endroit, c'est la Luke Air Force Base, propriété de l'armée de l'air américaine. Située à quelques kilomètres de Phoenix, en Arizona, au sud des Etats-Unis.

Cette base militaire est une véritable fourmilière. Exceptionnellement, nous avons pu accéder à ce lieu, grâce à la Défense belge. Elle veut nous montrer les atouts du F-35 et démentir les critiques qui circulent : "*avion trop cher*", "*trop dépendant des Etats-Unis*"… Nous prenons la balle au bond et acceptons l'invitation. L'occasion rêvée pour mieux comprendre ce qu'est le F-35, appelé à remplacer nos F-16 vieillissants.

Pour rappel, la Belgique a acheté 34 F-35 pour un montant de 3,8 milliards d'euros. Une décision qui remonte à 2018 sous le gouvernement Michel. Nous sommes sept ans plus tard… Et nous avons enfin l'occasion de voir de près cet appareil et de rencontrer toutes celles et tous ceux qui commencent à bien le connaitre.

Luke Air Force Base, un endroit ultra protégé

Après 12 heures de vol, à bord d'un avion affrété par la Défense belge, et en compagnie de nombreux autres médias du pays, nous atterrissons à Phoenix, ville construite en plein désert. A peine descendus de l'avion, nous embarquons dans un car qui nous emmène à quelques kilomètres de la ville, sur un parking commercial, où nous attend un bus. A son volant : un militaire de l'US Army.

Après une dizaine de minutes de route, nous arrivons devant l'entrée de la Luke Air Force Base. La "Luke" comme on dit ici.

Une forteresse bien gardée. Passeports contrôlés, empreintes digitales prises, nous voilà autorisés à pénétrer derrière les grilles. Mais attention : les consignes sont claires, très claires : "*aucune photo de la base aérienne, sauf ce qui vous sera autorisé*". Pas question de déroger à la règle car ici, on ne badine pas avec la sécurité. "*Vous êtes sur une base militaire et nous devons rester discrets face à l'ennemi*", me précisera un représentant de l'US Army. Message bien reçu !
Le bâtiment des Belges

Au milieu de cette base composée de multiples routes, nous rencontrons les militaires belges. "*Soyez les bienvenus*" nous lance celui que tout le monde appelle ici de son surnom "SO6". Son vrai nom est Pierre-Yves Libert.

Ce lieutenant-colonel est devenu depuis peu commandant de détachement ici en Arizona et pilote - instructeur sur F-35. Après plus de 20 ans passés sur le F-16, il vient de terminer ses formations sur le F-35.

Il a été le premier pilote belge sur ce nouvel appareil. C'était en décembre lors du vol inaugural. Mais ne lui demandez pas ce que ça lui fait d'être le premier pilote belge sur F-35. Pierre-Yves joue collectif : "*Y a pas vraiment d'individualisme dans notre culture d'entreprise. Notre souci maintenant c'est de pouvoir compléter l'entrâîinement de suffisamment de pilotes, de techniciens et de personnel de support pour assurer nos objectifs opérationnels*".

Pour cela, a été créé "*The Belgian F-35 Conversion Unit*". Comme son nom l'indique, elle vise à convertir les militaires qui passeront du F-16 au F-35. Une conversion qui concerne les pilotes bien sûr, mais aussi tous ceux qui interviennent d'une manière ou d'une autre sur cet avion de chasse, notamment les mécaniciens.

Une formation intense

Selon la tâche, la formation a lieu soit ici à Luke pour les pilotes, soit à Eglin (au nord de la Floride) pour les mécaniciens. Il faut compter en moyenne six mois pour former un pilote. Cela inclut plusieurs semaines de théorie, de nombreux exercices sur simulateurs, avant de pouvoir prendre les commandes du F-35. Pour les mécaniciens, la période de formation va jusqu'à dix mois : d'abord trois à cinq mois chez Lockheed Martin puis de deux à cinq mois de pratique sur les F-35 à Luke.

Lors de notre reportage, nous assistons d'ailleurs à un étrange balai dans le hangar où est entreposé un des F-35 belges. Devant nous, quatre hommes, lampe de poche à la main, passent en revue tout l'appareil. "*Deux de nos mécaniciens sont formés par les deux autres hommes, en vêtement bleu, qui sont des employés du constructeur Lockheed Martin*", nous explique le major d'aviation Loïc Van Himst, directeur des opérations de maintenance. "*Ils inspectent l'ensemble de l'appareil pour s'assurer que tout est en ordre*". Pour les aider, ils peuvent compter sur l'avion qui leur fournit une mine d'informations.

Technologie de pointe

Le F-35 est reconnu comme l'un des avions de chasse les plus avancés au monde. Quand on interroge les pilotes sur les atouts de l'appareil, une première réponse arrive tout de suite et elle tient en un mot : "furtivité". Qu'est-ce que c'est que ça ? "*C'est le fait de pouvoir s'approcher d'une menace potentielle de façon à pouvoir la détecter, l'identifier, la localiser précisément, sans risquer de s'exposer de façon démesurée*", explique le lieutenant-colonel Libert. Autrement dit, le F-35 est très peu détectable par les systèmes radars.

Ce qui en fait un atout majeur dans un conflit.

La raison d'une telle furtivité, c'est que le F-35 transporte ses capteurs et son armement à l'intérieur, ce qui rend son fuselage lisse et élancé. Du coup, l'avion réfléchit beaucoup moins le signal radar. Les émetteurs embarqués permettent d'émettre très discrètement. Les antennes sont parfaitement intégrées, sans oublier la construction géométrique si particulière de l'appareil.

L'autre point fort du F-35, c'est le partage des données entre avions. Un pilote peut consulter les données d'autres F-35, même si ceux-ci volent à plusieurs kilomètres de distance.

Et le cockpit dans tout ça ? "*Y a de l'espace, et c'est pas du tout bruyant,* explique le lieutenant-colonel Libert. *Il y a même moins de bruit que dans ma voiture ou avec ma moto. Je dois dire que c'est un cockpit très agréable"*.

Il n'y a pas que dans les airs que le F-35 séduit. C'est aussi le cas lors de la maintenance. " *Ici, on a un ordinateur*, affirme Loïc Van Himst qui pointe du doigt l'avion. *Il est bourré de senseurs. L'avion va lui-même signaler ses défauts. On va donc pouvoir s'organiser pour remplacer les pièces*".

Pour bien illustrer ce bon technologique, Loïc Van Himst compare avec l'actuel F-16 : "*il faut mobiliser le F-16 toutes les 300 heures pour changer les pièces et le remettre à jour. Ça prend du temps, parfois des mois, parce qu'il faut démonter la moitié de l'appareil. Alors que pour le F-35, c'est l'appareil lui-*

même qui détecte les pannes. L'avion continue de voler, il nous informe et on peut alors planifier ce qui est nécessaire".

Démonstration dans les airs

Pour bien nous montrer ce qu'est capable de faire le F-35, la Défense belge nous invite à rejoindre la piste de décollage. Sur le tarmac, quatre avions belges attendent, moteur allumé. Au bout de quelques minutes, ils s'élancent, les uns après les autres. Dans un bruit assourdissant, toujours aussi caractéristique des avions de chasse, les F-35 s'enfoncent dans le ciel bleu, avant de revenir vers nous à basse altitude. L'appareil semble épouser le ciel et voler aussi facilement qu'un oiseau.

Si la formation sur les F-35 se déroule ici à Luke en Arizona, c'est pour plusieurs raisons. D'une part, il y a la météo. Il fait beau dès le lever du soleil et un peu plus de 30 degrés au plus fort de la journée. Les entraînements ne sont donc pas perturbés par de mauvaises conditions météo. Ensuite, il y a un gros espace aérien tout autour de la base, comme ce territoire aussi grand que la Belgique, dans lequel les instructeurs ont installé des simulations de systèmes de missiles. "*C'est ce genre de systèmes qu'on retrouve en Russie,* explique le lieutenant-colonel Libert, *alors il faut que les pilotes soient prêts*".

Un avion trop américain ?

Malgré tous ces atouts, le F-35 est critiqué, pour la dépendance de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis. L'appareil étant produit par la firme américaine Lokheed Martin, ses opposants estiment que l'Europe est pieds et poings liés avec les USA. Le Colonel Aviateur Roeland "Ron" Van Thienen, également directeur du programme F-35 en Belgique, rejette ces critiques : "*Le F-35 n'est pas un programme purement américain. C'est un programme multinational. Il y a une interdépendance mutuelle entre différents partenaires. Il faut savoir que 25% de l'avion est fait en Europe. Autrement dit, 25% de tous les F-35 sont faits en Europe. Donc clairement y a une interdépendance mutuelle*".

A l'heure actuelle, le F-35 est adopté par 13 pays européens, et 20 pays dans le monde. Sur la base de Luke, nous croisons d'ailleurs des pilotes danois, norvégiens et hollandais. *"Nous échangeons beaucoup d'informations entre nous et on se connaît très bien"*, déclare le lieutenant-colonel Libert. Tous ces pilotes sont ici, comme les Belges, pour se former sur ce nouvel appareil, acheté par leur pays.

Bientôt en Belgique

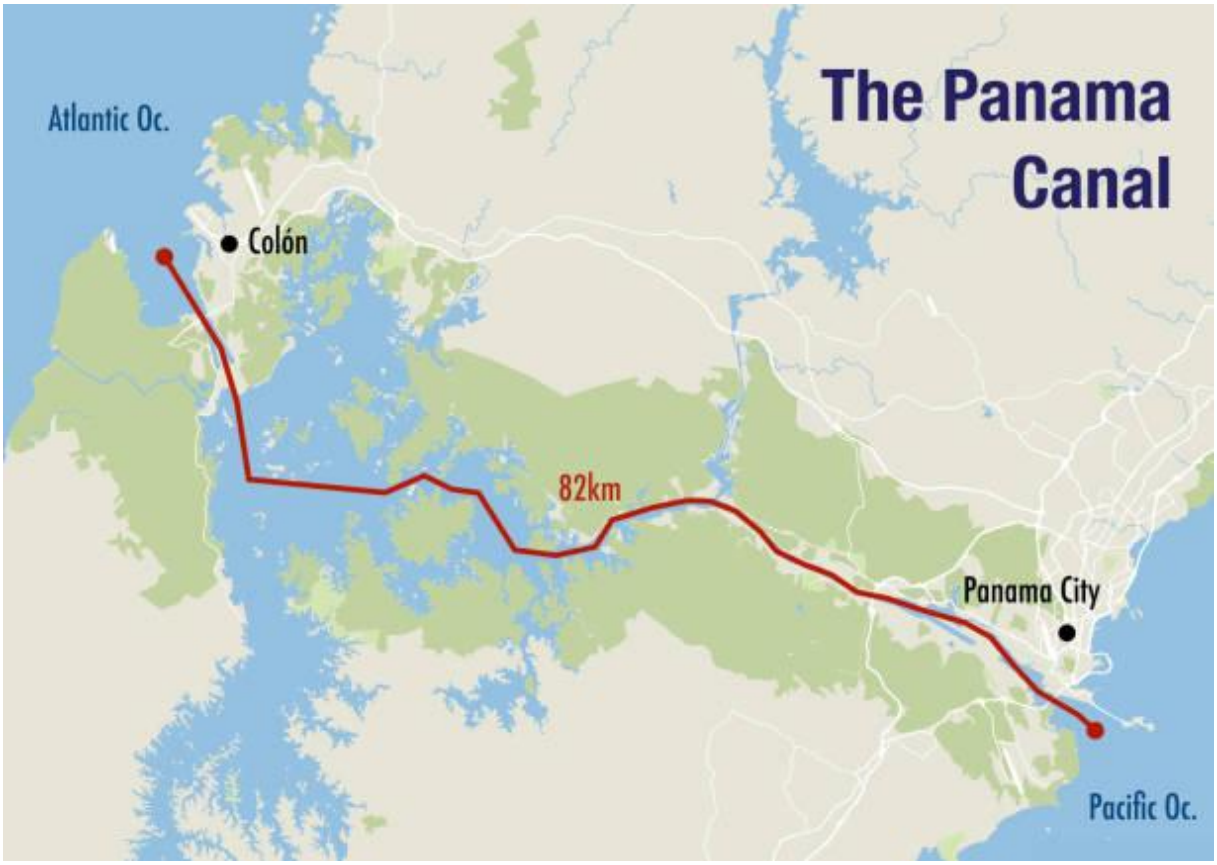
Que ce soit à Luke ou à Elvin, les formations se suivent à un bon rythme. Plusieurs pilotes, qui ont déjà réussi leur reconversion vers le F-35, sont d'ailleurs en ce moment formés comme instructeurs Cela leur permettra, à leur tour, de former des pilotes au nouvel avion de chasse. C'est le cas du Major aviateur Tanguy "Cortex" Five. Après avoir réussi sa formation sur le F-35, ce Major Aviateur suit tout le processus pour devenir instructeur. Il est à la moitié de cette formation. Dans quelques mois, avec trois autres collègues, il emmènera les quatre premiers F-35 jusqu'à la base de Florennes.

Une arrivée prévue dans le courant du dernier trimestre de l'année. "*Je serai le premier chef d'escadrille à Florennes sur F-35*, nous glisse-t-il. *On a plusieurs options pour rentrer en Belgique : par le nord ou par le sud. Ça va être un challenge et on est extrêmement motivé*".

En quittant la base, à la fin de notre reportage, c'est bel et bien cette impression-là que nous avons perçue : la grande motivation des pilotes belges, qui veulent faire honneur à ce bijou technologique qui s'appelle F-35.

Extrait RTBF.be

Le Canal de Panama n'est pas dirigé par la Chine comme l'affirme pourtant Donald Trump



Le président Donald Trump a promis lors de son discours inaugural de "*reprendre*" le contrôle du canal de Panama construit par les États-Unis et transféré au Panama en 1999. Le président américain a affirmé que ce canal est désormais "*exploité par la Chine*" qui impose aux navires américains d'être "*gravement surtaxés*". Donald Trump a aussi affirmé que 38.000 Américains avaient perdu la vie dans la construction du canal. Ces trois affirmations sont pourtant fausses. Le nombre de morts estimés pendant la construction américaine du canal s'établit à environ 6000, dont seulement 300 Américains. Le canal, lui, n'est pas contrôlé par les Chinois mais par les autorités panaméennes et se doit d'être neutre, en vertu d'un traité signé entre le Panama et les États-Unis en 1977. Les navires américains ne paient ni plus ni moins de taxes que les navires d'autres pays pour l'emprunter.

Au cours de son discours d'investiture, Donald Trump a répété plusieurs affirmations déjà tenues pendant la campagne sur le Canal de Panama.

"*Dans peu de temps, nous changerons le nom du golfe du Mexique en golfe d'Amérique et nous redonnerons le nom d'un grand président, William McKinley, au mont McKinley, là où il devrait être et là où il doit être. Le président McKinley a rendu notre pays très riche grâce à ses tarifs douaniers et à son talent. C'était un homme d'affaires né et il a donné à Teddy Roosevelt l'argent nécessaire à la réalisation de nombreuses grandes choses, y compris le canal de Panama, qui a été bêtement donné au Panama après que les États-Unis, les États-Unis, je veux dire, aient dépensé plus d'argent que jamais*

pour un projet auparavant et perdu 38.000 vies dans la construction du canal de Panama. Nous avons été très maltraités par ce cadeau insensé qui n'aurait jamais dû être fait et la promesse du Panama à notre égard n'a pas été tenue. L'objectif de notre accord et l'esprit de notre traité ont été totalement violés. Les navires américains sont gravement surtaxés, facturés et ne sont pas traités équitablement, de quelque manière que ce soit. La Chine exploite le canal de Panama. Nous ne l'avons pas donné à la Chine, nous l'avons donné au Panama et nous le reprenons."

Donald Trump a affirmé à plusieurs reprises vouloir reprendre le canal de Panama, construit par les États-Unis et inauguré en 1914. Il a fustigé l'accord passé en 1977 par le président démocrate d'alors, Jimmy Carter, qui a abouti à un transfert du contrôle du canal au Panama en 1999.

Quand et par qui a été créé le Canal de Panama ?

La construction du Canal de Panama actuel a débuté en 1904, rappelle le site spécialisé History.com, même si l'idée d'un canal au Panama remonte au 16e siècle. L'objectif est de pouvoir traverser le très long continent américain en reliant l'Océan Pacifique et l'Océan Atlantique par ce canal d'environ 80 km, à travers le Panama. Cela évite aux navires de contourner l'Amérique du Sud par le Cap Horn. En 1880, le français Ferdinand de Lesseps, qui avait déjà dirigé la construction du canal de Suez en Egypte, tente une première fois la construction du canal. Face aux difficultés techniques et à de très nombreux décès d'ouvriers, les Français abandonnent le projet en 1888.

Les États-Unis rachètent en 1902 les actifs français dans la zone du canal puis appuient le mouvement d'indépendance panaméen qui aboutit à la création d'une république panaméenne en 1903. Quelques jours plus tard, le Traité Hay-Bunau-Varilla accordant aux États-Unis la possession exclusive et permanente de la zone du canal de Panama est signé.

En échange, le Panama reçoit 10 millions de dollars et une rente annuelle de 250.000 dollars commençant neuf ans plus tard. Les États-Unis relancent le chantier en 1904 et inaugurent officiellement le canal de Panama le 15 août 1914. Avec un coût total de plus de 350 millions de dollars, il s'agit du projet de construction le plus coûteux de l'histoire des États-Unis.

En 1964, les États-Unis et le Panama ouvrent des négociations autour du statut du Canal de Panama et aboutissent en 1977 à un accord, signé par le président américain Jimmy Carter et par le dirigeant panaméen Omar Torrijos.

Ce Traité Torrijos-Carter remplace celui signé en 1903, et est connu sous le nom de "Traité de neutralité". Son article 1 prévoit en effet que le canal "*sera neutre en permanence*". Il prévoit le transfert des États-Unis au Panama du contrôle total du canal le 31 décembre 1999 à midi.

La décision de céder le Canal de Panama prise par le président démocrate Jimmy Carter a toujours été critiquée par le banc républicain américain rappelle le New York Times.

5600 morts lors de la construction américaine, la plupart étaient non-Américains

Lors de son discours d'investiture le 20 janvier, Donald Trump a affirmé que les États-Unis ont perdu "*38.000 vies dans la construction du canal de Panama*".

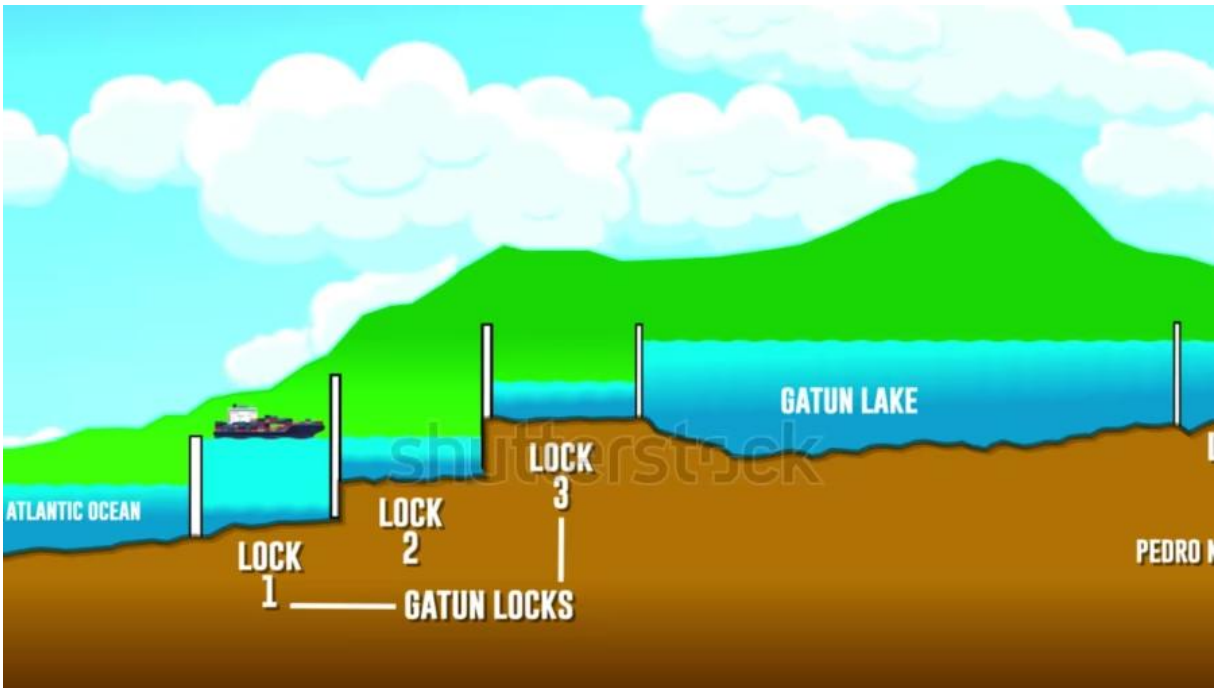
Selon une étude scientifique de Byron Brredlove, "Specials Wonders of the Canal" réalisée pour les Centres de contrôle et de prévention des maladies d'Atlanta en Géorgie, plus de 22.000 personnes sont mortes lors de la période de construction française dans les années 1880-1888, souvent de

paludisme et de la fièvre jaune. Entre 1904 et 1913, lors de la construction américaine du canal, environ 5600 travailleurs sont décédés.

Selon le site History.com, ce sont 5855 travailleurs qui sont décédés pendant la construction du Canal entre 1904 et 1913.

Un chiffre similaire est donné à la BBC par Matthew Parker, auteur de "Hell's Gorge : The Battle to Build the Panama Canal". Il indique qu'environ 6000 personnes sont mortes entre 1904 et 1914, "*dont la quasi-totalité était originaire de la Barbade*". Environ 300 Américains ont perdu la vie dans cet effort, a-t-il ajouté. Au total des deux périodes de construction, environ 25.000 personnes sont mortes, souvent de virus transmis par les moustiques, a-t-il encore précisé.

Le chiffre de 38.000 vies américaines perdues dans la construction du canal est donc faux.



Les Etats-Unis ne bénéficient d'aucun traitement de faveur, ni de défaveur pour traverser le Canal de Panama

Dans ce même discours d'investiture, Donald Trump affirme que "*les navires américains sont gravement surtaxés, facturés et ne sont pas traités équitablement, de quelque manière que ce soit.*"

Selon le Traité de neutralité signé en 1977, "*le Panama déclare la neutralité du canal afin que, tant en temps de paix qu'en temps de guerre, il reste sûr et ouvert au transit pacifique des navires de toutes les nations sur un pied d'égalité, qu'il n'y ait aucune discrimination à l'égard d'une nation, de ses citoyens ou de ses sujets en ce qui concerne les conditions ou les coûts du transit ou pour toute autre raison, et que le canal, et par conséquent l'isthme de Panama, ne fasse pas l'objet de représailles dans un conflit guerrier entre d'autres nations du monde.*"

En théorie donc, les navires américains ne peuvent être davantage taxés que les navires d'autres pays. Dans une interview accordée à l'Associated Press, l'administrateur du canal, Ricaurte Vásquez Morales a affirmé que le canal ne peut pas non plus accorder un traitement spécial aux navires battant pavillon américain en raison du même traité de neutralité.

"*Les demandes d'exception sont systématiquement rejetées, car le processus est clair et il ne doit pas y avoir de variations arbitraires,* a-t-il ajouté. *La seule exception prévue par le traité de neutralité concerne les navires de guerre américains, qui bénéficient d'un passage accéléré.*" Il ne peut donc y avoir aucun autrement traitement de faveur que celui inclus à l'article 4 du Traité, concernant la priorité de passage des navires de guerre américains.

Selon Noel Maurer, professeur agrégé d'affaires internationales et de commerce international à l'université George Washington et coauteur du livre "The Big Ditch : How America Took, Built, Ran, and Ultimately Gave Away the Panama Canal", les péages sont aujourd'hui environ 2,5 fois plus élevés qu'à l'époque où les États-Unis exploitaient le canal, après ajustement pour tenir compte de l'inflation.

"*Est-ce exorbitant ?*", se questionne-t-il auprès du site factcheck.org. "*D'après les statistiques fournies par le Panama, les exportateurs américains et les utilisateurs nationaux ont versé au Panama environ 2 milliards de dollars en 2023, soit 59% de l'ensemble des recettes du canal"*, a déclaré M. Maurer.

Or 70% du trafic maritime qui traverse le canal de Panama part ou arrive dans des ports américains, selon AP. "*Le commentaire de M. Trump selon lequel les navires américains sont "*sévèrement surtaxés et ne sont pas traités équitablement*" pourrait donner la fausse impression que les navires américains doivent payer des prix plus élevés que ceux des autres pays"*, conclut Noel Maurer.

Deux ports gérés par un consortium basé à Hong Kong mais le canal reste géré par le Panama

Dans la dernière partie de son discours consacré au Panama, Donald Trump affirme que "*la Chine exploite le canal de Panama."* Il justifie son mécontentement par le fait que *"nous (les Américains, NDLR) ne l'avons pas donné à la Chine, nous l'avons donné au Panama"* et, conclut-il, *"nous le reprenons."*

Là encore, le traité de 1977 est en théorie assez clair sur les responsabilités de la gestion du canal. L'article 5 du traité indique : "*Après l'expiration du traité sur le canal de Panama* (celui du Traité Hay-Bunau-Varilla de 1903 qui prend fin le 31 décembre 1999, NDLR)*, seule la République du Panama exploitera le canal et maintiendra des forces militaires, des sites de défense et des installations militaires sur son territoire national.*"

Actuellement, le Canal de Panama est toujours contrôlé et administré par les autorités panaméennes.

En revanche, deux ports situés aux extrémités du canal sont gérés par des entreprises chinoises confirme Ricaurte Vásquez Morales, administrateur du canal de Panama, à Associated Press. 40% des conteneurs des États-Unis passent par ces deux ports, complète le New York Times. Ils sont exploités par Hutchison Ports PPC, un consortium basé à Hong Kong qui a remporté un appel d'offres en 1997.

Le principal actionnaire de ce consortium est une famille de milliardaires de Hong Kong et non le gouvernement chinois, précise le New York Times. Néanmoins, l'extension de lois "sur la sécurité nationale" décidée par le pouvoir chinois à Hong Kong inquiète les responsables américains qui craignent que le gouvernement chinois n'exerce une influence sur les entreprises privées. Il est ainsi craint que ces sociétés chinoises soient actives dans la surveillance de navires empruntant le Canal de Panama.

"*Un rapport récent de Strategy Risks, une société d'analyse, a déclaré qu'aucun lien direct spécifique au Panama n'avait été trouvé entre CK Hutchison et le Parti communiste chinois, mais que la*

participation de l'entreprise à la gestion des ports du canal de Panama soulevait des problèmes de sécurité en raison des liens de sa société mère avec la Chine", écrit encore le New York Times.

"*Les investissements chinois au Panama sont soumis à la législation panaméenne. Les accusations selon lesquelles la Chine gère le canal sont sans fondement*", a affirmé Ricaurte Vásquez Morales, directeur de l'Autorité du canal de Panama, au Wall Street Journal, ajoutant que "*la Chine n'est absolument pas impliquée dans nos opérations*".

Le président du Panama, José Raúl Mulino, a également contesté l'affirmation de M. Trump en déclarant : "*Il n'y a absolument aucune ingérence ou participation de la Chine dans tout ce qui concerne le canal de Panama*".

Les trois affirmations sont fausses

Au regard des différentes sources, les trois affirmations de Donald Trump tenues dans son discours d'investiture au sujet du Canal de Panama sont fausses. Si les États-Unis ont bien investi un montant record pour construire le canal, cette construction n'a pas coûté 38.000 vies comme l'affirme Donald Trump. Le bilan humain de la construction américaine est plutôt estimé autour de 6000 décès, dont 300 Américains. Les autres étant surtout issus de la Barbade.

Par ailleurs, les Etats-Unis ne paient pas davantage de taxes ou de droits de passage selon l'administrateur du Canal de Panama.

Enfin, le canal est exclusivement administré par les autorités panaméennes et non par les Chinois, comme l'affirme le président Trump. Seuls deux ports situés aux extrémités du canal sont gérés par une société privée basée à Hong Kong. Il n'est pas exclu que ces deux ports soient sous pression du pouvoir chinois ou soient actifs pour le renseignement chinois mais le canal lui-même reste sous entière administration panaméenne depuis le 31 décembre 1999.

Guillaume Woelfle

Extrait RTBF.be

Hommage à Eddy Poncelet

En guise d'adieu

C’est Mark Braet qui a présenté à Eddy ce jeune Brugeois, alors qui cherchait à se rapprocher du mouvement communiste. Mark avait fait d’Eddy un membre pendant la Seconde Guerre mondiale, tout comme cela m’était arrivé 30 ans plus tard. Cela nous a ouvert à tous les deux un nouveau monde.

Eddy a parcouru un long chemin, décrit ailleurs. Un chemin d’engagement et de militantisme, d’abord en tant que membre de la jeunesse populaire, puis du parti communiste. Au premier plan avec des mandats et des responsabilités politiques, ou dans l’ombre. Pendant les années 39; après-guerre, il s’était lié une amitié durable avec Mathieu Corman, le légendaire marchand de livres d’’Ostende Au début des années 1950, en tant que milicien dans la marine, il a joué un rôle de premier plan dans la lutte pour la réduction de la durée du service militaire. En témoigne la toile du collectif d’artistes belges ‘Forces Murales’, qui mériterait une place au Mu.ZEE. Nous n’y sommes pas parvenus lors de la législature précédente, mais espérons que cette coalition y réussira.

Eddy a également été très impliqué dans la lutte pour l’indépendance du Congo et a été coresponsable des relations avec Patrice Lumumba et Pierre Mulele. Mais aussi avec la célèbre militante des droits humains Andrée Brouin, que nous connaissons grâce au documentaire ‘Soundtrack to a Coup d’État’. Dans ses riches archives, il conservait les statuts fondateurs du MNC, le Mouvement national congolais, avec des corrections manuscrites de Lumumba lui-même. Il les a offerts à sa fille lors d’une rencontre à ManiFiesta en 2019.

Plus tard, il est devenu directeur de Volkstoerisme, à l’origine une agence de voyage proposant notamment des voyages vers l’Union soviétique, l’Europe de l’Est et Cuba, les pays du ‘socialisme réel’. C'est à la fin de cette période que j’ai fait la connaissance d’Eddy, alors qu’il était à l’origine du développement de centres de tourisme social en Flandre. De Lombarde a été son projet pionnier, suivi du camping Groeneveld, de l’auberge Snuffel, du Peace Village et d’un autre en Wallonie, Les Cent Fontaines.

Jeune adulte, Eddy a fait des choix qui ont déterminé le reste de sa vie, dans des circonstances qui étaient tout sauf roses. Nous avons peur, s’est exclamé Paul Henri Spaak devant les Nations Unies en 1948. » La guerre froide était née. Les héros de la résistance dans toute l’Europe occidentale et l’allié soviétique dans la lutte contre le nazisme ont été poussés dans le camp ennemi. Je pense que les fils d’Eddy n’en gardent pas de bons souvenirs. Je m’étends peut-être trop longtemps, mais on ne peut ni ne doit effacer ce passé.

La révolte de mai 68 a permis à une jeune génération de jeter un pont. C’est dans cet esprit que j’ai fait la connaissance de Mark Braet et d’Eddy, par hasard et par nécessité. Le hasard et la nécessité sont d’ailleurs étroitement liés. J’ai suivi le même chemin qu’Eddy, dans mon engagement politique et au cours d’une carrière qui a commencé et s’est terminée chez Volkstoerisme.

Au cours des 25 dernières années, nous avons collaboré intensivement. Deux autres personnalités qui s’entendaient bien. Eddy : réfléchi, raisonné, énergique mais pas colérique, une sorte de calme détermination, pas de grandiloquence ni de monopolisation de la conversation, mais quand il intervenait, on l’écoutait, et surtout un homme très aimable. Il m’arrivait parfois de sortir du rang, et il me faisait alors remarquer malicieusement : il faut toujours qu’il y ait un ‘gentil’ et un ‘méchant’. Il était alors le gentil. On ne pouvait jamais reprocher à Eddy son mauvais style ou sa mauvaise foi.

1975-2025, soit exactement un arc de 50 ans. Une période riche, un arc de tension. Nous étions collègues, amis et surtout camarades. Cette camaraderie est liée à un objectif supérieur. Elle relie des groupes de personnes qui ne sont parfois pas présentes dans la vie les unes des autres. Si l’amitié s’y ajoute, rien ne peut rompre ce lien. La camaraderie ajoute une dimension supérieure à l’amitié.

Comme l’a formulé Marguerite Yourcenar : « Il y a entre nous mieux qu’un amour : une complicité »;

En raison de la maladie d’Hubertine, les dernières années ont été particulièrement difficiles pour Eddy. Elle ne pouvait plus sortir du lit depuis des années. Pendant cinq ans, il n’a pratiquement pas pu s’éloigner d’elle ni quitter la maison. Le salon, qui servait également de chambre à coucher, était devenu leur univers. Le manque d’exercice physique l’a également affaibli. Vieillir de cette manière n’est pas enviable. La mort s’est insinuée dans leur vie. En raison de sa mauvaise audition, la communication

devenait de plus en plus difficile. Peu à peu, il a disparu de ma vie, avant même sa mort, comme une ombre lointaine. Cela a été particulièrement douloureux. Sur le chemin de la gare après chaque visite, j'avais du mal à retenir mes larmes.

Au cours de ses dernières années, Eddy a été contraint de renoncer peu à peu à ses contacts animés, ses conversations et ses projets communs. Ce qui nous rend humains. L'un de ces projets était sa collaboration à la biographie de son ami Mathieu Corman. Malgré son âge avancé, sa mort est survenue de manière soudaine et inattendue, comme une grande erreur. Il n'était pas encore prêt,

L'indomptable. Le décès d'Hubertine, deux mois plus tôt, l'avait plongé dans la solitude et le chagrin. Cela a dû lui porter un coup fatal.

Plusieurs amis et camarades communs ont précédé Eddy : Ludwig Dujardin, Marc Braet, Rik Bevernage. Eddy est le énième camarade que je porte en terre. Ensemble, ils forment une petite étoile qui occupe une place particulière dans mon pandémonium, ma galerie de petits dieux.

Filip Delmotte, 2.10.2025

Notre camarade Jean-Claude Raillon, ancien président de la Fédération de Charleroi du Parti communiste, ancien membre du Comité central vient de décéder à l'âge de 81 ans. Un communiste sincère, engagé, responsable vient de nous quitter. Nos pensées émues vont à Viviane son épouse. Les funérailles de Jean-Claude se sont faites dans la plus stricte intimité.

Vous pouvez faire parvenir tout message de condoléances à la Maison du Peuple, rue Julien Lahaut, 11 à 6020 Dampremy. Nous les transmettrons à son épouse.